



l'étincelle

Maintenance DEA-TM,
l'externalisation de trop :
Mieux vaut maintenir
que courir

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 30 mars 2021

Ne confinons pas nos colères

À la télé, Macron a osé déclarer « *qu'il n'y a pas eu l'explosion [de l'épidémie] qui était prévue par tous les modèles* ». Quelle impudence ! C'est exactement le contraire qui s'est produit : les prévisions désastreuses des épidémiologistes se sont réalisées quasiment à l'unité près ! Avec ses 250 morts par jour, les invitations à vous faire vacciner alors qu'il est impossible à beaucoup de prendre un rendez-vous faute de vaccins, les tests salivaires promis dans les écoles et qu'on attend toujours dans la plupart d'entre elles... On n'en finirait pas de dresser la liste des mensonges du gouvernement et de ses supporters.

Des milliards pour licencier

Mais les raisons de la colère ne se limitent pas à la pandémie. L'État a distribué des centaines de milliards aux entreprises, pas pour maintenir les emplois mais, au contraire, se préparer à la reprise économique en étant le plus « compétitives » possible, autrement dit en licenciant, en réduisant les salaires et en aggravant les conditions de travail de ceux qui restent.

L'essentiel des 100 milliards du second plan de relance sont allés à des entreprises qui réduisent leurs effectifs : Renault, PSA, Airbus et ses sous-traitants comme Latécoère, Air France, Total, Carrefour, Auchan... Un vrai effet d'aubaine que ce Covid. Aucun secteur n'est épargné. C'est partout l'hémorragie chez les intérimaires, les CDD, qui s'ajoutent aux PSE ou aux plans de départs soi-disant volontaires pour les travailleurs en CDI.

Conditions de travail dégradées

Les directions de toutes les entreprises répètent comme des perroquets les mêmes « arguments » : « productivité », chasse aux « temps morts », « réorganisation ».

À la SNCF, les conditions de travail continuent de se dégrader et les raisons qui avaient mis les cheminots en grève à l'hiver 2019 pèsent toujours. À la Poste, cela fait des années que la direction réorganise les services, créant pour les postiers des situations difficiles à tenir pour les moins jeunes tant la charge de travail est alourdie.

Dans les hôpitaux, la pandémie a pris la suite de la lutte des hospitaliers pour faire connaître la situation dramatique de la plupart des services. Mais, contrairement aux promesses, le gouvernement a continué à supprimer des lits, les salaires des

soignants sont toujours loin d'atteindre la moyenne européenne et la pression ne fait qu'augmenter, provoquant burnouts et démissions.

Dans l'Éducation nationale, la crise a montré la nécessité d'une embauche massive d'enseignants, de personnel pour encadrer les activités des jeunes, de locaux. Mais au contraire, des postes sont supprimés dans les lycées et collèges. Le ministre a même osé « rendre » 200 millions d'euros à Bercy sur le budget 2020. Quant aux étudiants, on découvre la misère dans laquelle vivent certains, ce dont la ministre de l'Enseignement supérieur se moque, tentant de faire diversion contre de prétendus islamo-gauchistes.

Pour couronner le tout, le gouvernement veut réactiver la réforme de l'assurance-chômage qui fera baisser de près de 20 % les allocations de plus d'un million de chômeurs. Et, pour faire bonne mesure, le gouvernement veut remettre ça sur la réforme des retraites.

Une riposte du monde du travail

Mais ça commence à renâcler. Des débrayages dans le secteur pharmaceutique, à la Poste, à la SNCF dans le Nord. Des mobilisations contre les licenciements dans l'automobile. Des profs qui décident à nouveau de prendre en main eux-mêmes le respect de conditions sanitaires qui sont le cadet des soucis du ministère. Des luttes aussi – il y a peu à Total Grandpuits, chez le voyageur TUI, en ce moment même chez les livreurs Uber et autres Deliveroo, chez les intermittents du spectacle...

Signes annonciateurs d'une mobilisation plus générale ? Difficile de le dire aujourd'hui. En tout cas, l'action de tous ceux qui pensent indispensable et urgente une intervention du monde du travail fera tout pour y contribuer.

« On n'est pas du bétail »

Jeudi 18 mars, 450 salariés ont débrayé et se sont rassemblés devant les Centres Techniques Renault de Lardy et d'Aubevoye pour protester contre l'externalisation d'une trentaine de salariés de la maintenance des bancs d'essai. C'est 15 fois plus que les salariés directement visés. Par-delà la solidarité, chacun sent que cette externalisation n'est qu'une première charrette. Plusieurs salariés ont exprimé leur refus d'être traités comme du bétail. Gare aux coups de sabots.

Deuxième round

Un débrayage est prévu aujourd'hui, mardi 30 mars à 10h, au Technocentre, à Aubevoye, Lardy et VSF. Il s'agit d'empêcher l'externalisation de la maintenance des bancs d'essai, mais aussi toutes les suppressions de postes parmi les salariés Renault et les prestataires. Le démantèlement touche toute l'ingénierie et le tertiaire. Soyons nombreux !

Tests et Sévices

La DEA-T (Direction Tests et Services) veut supprimer 297 postes en 2021 : 95 au TCR, 64 à Aubevoye, 23 à VSF et 94 à Lardy. Un vrai plan social déguisé.

Maintenance ou jamais

La direction a confirmé la semaine dernière son intention d'externaliser la maintenance des bancs d'essai. Le patron de l'ingénierie Renault, Gilles Le Borgne, avait fait exactement la même chose à PSA en 2015 en vendant le service à P2M, la même société à laquelle seraient transférés 27 salariés de la DEA-TM. Mais c'est une grande partie de l'ingénierie et du tertiaire Renault qui risque d'être vendue à la découpe : externalisée, délocalisée... C'est maintenant ou jamais qu'il faut dire non.

Pauvre comme Job dating

Malgré les pressions, la RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ne fait pas recette. Il n'y aurait qu'environ 300 candidats au départ, loin de l'objectif des 1900. Ce mardi, un nouveau Job dating est organisé au TCR, avec 7 offres d'embauches d'ingénieurs à la RATP. Et pas grand-chose d'autre.

Les travailleurs du flex

Les salariés travaillant aux connecteurs 5A/5B à la Ruche peuvent goûter depuis 15 jours à la joie des bureaux partagés, ou « bureaux-flex ». Désormais, plus question d'aménager à son goût son espace de travail pour se sentir un peu à l'aise. Place à l'efficacité et à l'anonymat. Mais qu'on se rassure : Gilles Le Borgne en visite a encore trouvé à dire qu'il trouvait l'ensemble « luxueux » en termes de mobilier. Ça promet pour la seconde tranche du Re-TCR qui va passer aussi en bureaux-flex.

Virus partagé

En pleine pandémie, la direction des établissements d'Ile-de-France instaure le travail en bureaux partagés. C'est bien connu, partager son bureau est le meilleur moyen de ne pas transmettre ses virus.

Du flex au fixe

Le flex office, ou bureaux partagés, pose déjà des problèmes à la Ruche. Les salariés qui ont besoin d'un ordinateur CAO doivent réserver certains postes de travail avec des stickers pour éviter de se retrouver déconnectés lorsqu'ils travaillent à distance. Il ne reste plus qu'à généraliser le système.

Tout est à vendre

Renault a annoncé le 11 mars mettre en vente huit nouveaux établissements de sa filiale Renault Retail Group (RRG) : Lille (4 sites), Valenciennes (5), Douai (1), Nantes (2), Rennes (2), Toulon (2), La Seyne-sur-Mer et la Factory Véhicules d'Occasion (VO) de Seclin, ouverte il y a deux ans, dont le reconditionnement des VO est transféré à Flins. 1200 salariés sont concernés. Intégrées dans le plan Renaultion, ces ventes visent à rapporter du Cash. En 2020, Renault avait déjà vendu 10 établissements (1600 salariés sur 8500) et le siège de RRG à Paris. Sauf que les 3 concessions de Toulouse et le site de Montpellier n'ont toujours pas trouvé repreneur. Fonderie de Bretagne, SCI du Technocentre, réseau commercial et après-vente... Si on laisse faire, Renault va tout liquider. Après Meo, le déluge.

Le 8, on dé-Boulogne

Vente des Fonderies de Bretagne, gel des salaires, suppressions de postes, externalisations... Jeudi 8 avril, la CGT Renault appelle à un rassemblement devant le siège de Renault à Boulogne pour protester contre la casse sociale en cours, et tenter de l'arrêter. Alors tous à Billancourt, bille en tête !

Hispanique à bord

De Meo, Senard et De Los Mozos ont annoncé leur plan industriel pour l'Espagne en présence du chef du gouvernement, Pedro Sanchez, et du roi d'Espagne, Felipe VI. De quoi fournir du travail aux sites de Palencia, Valladolid et Séville. Mais si Luca De Meo a eu en récompense la Grande Croix de l'Ordre d'Isabelle la Catholique, pour les 14 000 salariés Renault, ce sera la croix et la bannière : 3 jours de travail en plus par an, plus de flexibilité et un gel des salaires en 2021 et 2022. Renault a bien promis un CDI à une partie des 3500 intérimaires, du moins à ceux qui supporteront l'augmentation des cadences. Il y a deux problèmes sous le capitalisme : avoir du travail et ne pas en avoir.

Sur le web : etincelle-technocentre.com
facebook.com/etincelle.technocentre